
Des coulisses du Quai d'Orsay à l'espace médiatique balkanique : la presse francophone en Europe du Sud-Est au lendemain de la Première Guerre mondiale

*From behind the scenes at the Quai d'Orsay, to Balkan media space:
French-speaking Press in Southeastern Europe at the aftermath of the First
World War*

*Από τα παρασκήνια του Γαλλικού Υπουργείου εξωτερικών στον βαλκανικό
μιντιακό χώρο : ο γαλλόφωνος Τύπος στη νοτιοανατολική Ευρώπη την επαύριο
του Πρώτου Παγκόσμιου πολέμου*

Nicolas Pitsos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ceb/16507>

DOI : 10.4000/ceb.16507

ISBN : 9782858313709

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 9782858313693

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Nicolas Pitsos, « Des coulisses du Quai d'Orsay à l'espace médiatique balkanique : la presse francophone en Europe du Sud-Est au lendemain de la Première Guerre mondiale », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 47 | 2020, mis en ligne le 21 août 2020, consulté le 06 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/16507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.16507>



Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

**Des coulisses du Quai d'Orsay à l'espace
médiatique balkanique : la presse
francophone en Europe du Sud-Est au
lendemain de la Première Guerre mondiale**

*From behind the scenes at the Quai d'Orsay, to Balkan
media space: French-speaking Press in Southeastern
Europe at the aftermath of the First World War*

*Από τα παρασκήνια του Γαλλικού Υπουργείου
εξωτερικών στον βαλκανικό μιντιακό χώρο : ο
γαλλόφωνος Τύπος στη νοτιοανατολική Ευρώπη
την επαύριο του Πρώτου Παγκόσμιου πολέμου*

Nicolas Pitsos
CREE-Inalco

Tout au long de la question d'Orient, les grandes puissances européennes se sont opposées entre elles pour obtenir des zones d'influence politique, économique, culturelle dans l'Europe du Sud-Est. Ces antagonismes ont connu une véritable systématisation, allant désormais de pair avec des opérations de propagande menée de manière plus ou moins institutionnalisée, pendant la Grande Guerre. En France, c'est dans ce cadre de la politique extérieure de la Troisième République et de son volet culturel que la Maison de la presse vit le jour en 1916 dans un but de propagande et d'information, alors qu'en 1920, le Service des œuvres françaises à l'étranger (SOFE) était également créé au sein du Quai d'Orsay, permettant ainsi à la France de se doter d'une puissante « machine diplomatique culturelle ». Si l'instrumentalisation d'un réseau d'établissements scolaires, aussi bien laïcs que confessionnels, dans les Balkans et la Méditerranée orientale, a été déjà largement

étudiée¹, la présence d'une presse publiée en français dans cette région, avec des velléités de diplomatie culturelle, n'a pas encore été suffisamment abordée. Grâce à la consultation d'archives du ministère des Affaires étrangères, j'ai souhaité explorer les liens tissés entre institutions diplomatiques et journalistiques, ainsi que les perceptions que les représentants du Quai d'Orsay se sont faites du rôle de la presse francophone publiée dans l'Europe du Sud-Est, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Je voudrais inscrire d'emblée mon étude dans une historiographie qui relie politique culturelle, représentations-images d'un pays et relations internationales. Un postulat théorique majeur sur lequel reposent ma réflexion et mon analyse est que les manifestations culturelles constituent un enjeu fondamental dans toute relation interétatique². Dans cette perspective, je considère comme particulièrement pertinente la distinction que le politologue américain, Joseph Nye, propose entre "hard power" d'un côté, s'appuyant sur la force des armes et de l'économie, et "soft power" d'un autre côté, avec la culture comme pilier et levier principal³. Il y a évidemment de nombreux degrés dans cette affirmation de la puissance, depuis l'impérialisme culturel jusqu'à la construction d'une simple « influence », c'est-à-dire, la capacité pour un État d'infléchir la volonté des autres, de glorifier son image au-delà de ses frontières par sa présence culturelle⁴, perçue comme un instrument, comme la « quatrième dimension » de la diplomatie⁵. Cette voie est utilisée assez tôt par la France, notamment après sa défaite en 1870, et cela afin de compenser l'affaiblissement de son prestige militaire.

Le rapport déposé en 1920 à la Chambre par les députés chargés du budget du ministère des Affaires étrangères, au sujet de la création d'un service des Œuvres françaises à l'étranger est une démonstration éloquente de l'investissement et de l'engagement de la diplomatie française dans une telle orientation :

Nos universités [affirment-ils] et nos écoles à l'étranger sont de véritables foyers de propagande en faveur de la France ; elles constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics. C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères et ses agents de

-
1. Je pense par exemple aux travaux de Jacques Thobie sur ce sujet. Voir THOBIE, 1993.
 2. Voir DULPHY, FRANK & MATARD-BONUCCI (dir.), 2010.
 3. Pour une présentation panoramique de la notion et des mécanismes de la diplomatie culturelle, voir NYE, 2004 et WALLER, 2009, p. 74-75.
 4. Voir TOPIC & RODIN (eds), 2012, GILLABERT, 2013 et le concept de "place branding" dans HOLSTI, 1970, p. 233-309.
 5. Voir COOMBS, 1964.

l'extérieur doivent diriger et contrôler les initiatives, inspirer et favoriser à tout prix la pénétration intellectuelle française avec la conviction qu'elle est une des formes les plus sûrement efficaces de notre action à l'étranger [...] l'un des moyens les plus riches en ressources et les moins discutables de notre politique extérieure [...]»⁶.

Présence de la presse francophone dans les Balkans au lendemain de la Première Guerre mondiale

Les dispositifs culturels étant vus comme fondamentaux pour la diplomatie française, quelle était leur place, celle de la presse publiée en français dans l'espace des Balkans au lendemain de la Première Guerre mondiale ?

À cette époque, plusieurs journaux et périodiques paraissant déjà en français étaient diffusés dans cette région. À Constantinople/Istanbul, en 1909, sept titres rédigés en entier ou en partie en français participaient à la composition d'une mosaïque journalistique, éditée dans une pléthore de langues autres que celle « officielle », le turc ottoman ou osmanli⁷.

Le quotidien *Le Stamboul*, fondé en 1868, était le plus ancien. D'après Ernest Giraud, mis à part « les journaux en langues indigènes⁸ », il avait le plus grand tirage au début du xx^e siècle et il s'intéressait spécialement à tout ce qui concernait la France. À ses côtés *La Revue commerciale du Levant*, dirigée par ce même Ernest Giraud, président de la Chambre de commerce français à Istanbul, était une publication mensuelle qui disposait d'un réseau dense de 127 correspondants répartis dans tous les Balkans et la Méditerranée orientale. Deux autres périodiques le *Journal de la Chambre de Commerce (ottomane) de Constantinople* et la *Revue médico-pharmaceutique*, organe de la Société de Médecine, étaient totalement rédigés en français. En dehors de ces revues, trois quotidiens étaient partiellement publiés en français : *The Levant Herald and Eastern Express*, fondé en 1856, le *Moniteur Oriental* (The Oriental Advertiser) et *La Turquie* (La Turchia) qui comprenait deux pages en français, une en italien, la quatrième étant réservée aux annonces.

6. AMAE, service des œuvres françaises à l'étranger, 417QO, extrait du rapport à la Chambre des députés du Budget du Ministère des AE, exercice 1920 qui relate la création de ce service, n° 802, p. 49.

7. Voir GIRAUD, 1909, p. 92.

8. Ce terme serait destiné aux langues dominantes au sein des millets, des communautés religieuses officiellement reconnues par le sultan.

Ailleurs dans les Balkans, on trouvait *Le Journal de Salonique* ou *L'Indépendant* dans ce port annexé à l'État grec après 1913 et où le français servit de *lingua franca* pour la communication, à des degrés d'aisance différents, parmi les membres des communautés linguistiques diverses. Dans la capitale grecque, on pouvait lire *Le Messager d'Athènes*, à Sofia, *L'Écho de Bulgarie*, tandis que le long de la Calea Victoriei, les bureaux de *L'Indépendance roumaine* hébergeaient également les premières projections cinématographiques dans la ville de Bucarest, surnommée le Paris de l'Orient.

La presse francophone au service de la diplomatie culturelle ou de la propagande

Pendant la Première Guerre mondiale, les journaux publiés en français jouent un rôle central dans la guerre des propagandes qui se déroule surtout dans les pays des Balkans restés neutres entre 1916 et 1917. Dans l'un de ses télégrammes envoyés au Quai d'Orsay, Roger Clausse transmet à ses supérieurs les doléances de citoyens grecs francophiles qui se plaignent de ne pas se sentir suffisamment soutenus et encouragés en face de l'organisation allemande. C'est pourquoi il propose la mise en place à la légation d'un service censé centraliser toutes les branches de la propagande, commerciale, littéraire, intellectuelle, artistique et dans la presse. Selon lui, ce service pourrait s'articuler autour de l'École française, de l'agence Radio et du journal français *Le Progrès*⁹.

Au nord du Danube, Diechter, correspondant à Paris de l'*Epoca*, signale en février 1916 comme journaux francophiles à côté du sien, « *Adevarul*, antidynastique, *Universul*, *Actiunea*, *Ilustratiunea Romana*, *Viitorul*, *Nationalul*, mais aussi les deux titres publiés en français, *L'Indépendance Roumaine*¹⁰, et la *Roumanie*, l'organe de Take Ionesco¹¹ ».

Conscients du rôle de la propagande dans le déroulement et le dénouement de la Première Guerre mondiale, on discute dans les bureaux du Quai d'Orsay, au

9. *AMAE*, Actions de propagande, dossiers géographiques, 229/QO/11, télégramme par Clausse au MAE, Athènes, le 13 août 1917, n° 255. Roger Clausse était conseiller d'ambassade et l'adjoint de Jonnart en Grèce.

10. Ce journal a été fondé en 1877 par Frédéric Damé et Émile Galli. En 1896, sa rédaction héberge les premières projections cinématographiques des films des Frères Lumière à Bucarest. Après la Première Guerre mondiale, *L'Indépendance Roumaine* sera dirigée par le diplomate roumain Richard Franasovici.

11. *AMAE*, Actions de propagande, dossiers géographiques, 229/QO/12, « Note sur la propagande en Roumanie », Paris, 14 février 1916, p. 21.

lendemain de l'armistice, du projet de créer un organe général des intérêts français dans les Balkans. Dans une telle perspective, les diplomates de la Troisième République tranchent en faveur des personnes qui dirigent *L'Indépendant*¹² et « qui ont fait leurs preuves avant et pendant la guerre¹³ ». Ces journalistes leur semblent « tout désignés pour porter sur un terrain plus vaste et élargir dans ses moyens et dans son action la propagande française, avec le concours matériel et moral du gouvernement [...]»¹⁴. Afin d'appuyer davantage ce choix, le consul français à Salonique, Michel Graillet, informe Stephen Pichon, le ministre des Affaires étrangères, qu'un professeur au Lycée français et rédacteur au journal *L'Indépendant*, vient de publier trois brochures contenant une étude relative à l'œuvre civilisatrice de l'Armée française en Macédoine¹⁵. Un an plus tard, le même consul en envoie un exemplaire, dont la première page est en partie dédiée à un article intitulé « La France au travail », subventionné par la légation et lu dans toute la péninsule¹⁶. En mars 1919, le capitaine Rupied signale dans son rapport à la suite de son voyage en Roumanie que le général Berthelot, chef de la mission française dans ce pays¹⁷, demande que l'on y expédie des journaux et des périodiques français. Cependant, ce qui est encore plus important du point de vue de la diplomatie culturelle, selon cet officier, c'est que certains des journaux roumains considérés comme déjà acquis aux intérêts français, tels en particulier *Adevarul* « qui fonde en ce moment un journal rédigé en français, *L'Entente* et vient d'envoyer à Paris une correspondante, Madame Aurechia »¹⁸ soient soutenus davantage et en priorité.

C'est dans cet esprit que Saint Aulaire, ambassadeur français à Bucarest, relate au ministère des Affaires étrangères la visite du professeur en physiologie, Ioan Athanasiu. Le recteur de l'université de Bucarest, qui avait déjà créé en 1911 une revue en français, *Les Annales de biologie*, se rendit chez lui, pour l'informer de

12. Publié de 1909 à 1941, ses bureaux se trouvaient dans le bâtiment qui héberge de nos jours le musée hébraïque de la ville, un des rares bâtiments à ne pas avoir été détruit par l'incendie ravageur du mois d'août 1917. Sur cet événement, voir PITSOS *in* BLED & DESCHODT (dir.), 2018, p. 305-315.

13. *AMAE*, Grèce, 93CPCOM/94, Graillet, consul à Salonique à Pichon, Salonique, le 23 décembre 1918, n° 95.

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*, Salonique, 29 décembre 1919, n° 126.

17. *AMAE*, Roumanie, 110CPCOM/68, extrait du rapport du capitaine Rupied sur son voyage en Roumanie du 4 au 12 mars 1919.

18. *Ibid.*

son intention de fonder à Jassy (Iasi) cette fois-ci une revue littéraire et scientifique à tendances françaises¹⁹.

Pourtant, ces éditions quotidiennes ou périodiques en français ne sont pas uniquement perçues comme des vecteurs de rayonnement culturel. Elles servent aussi de tribune pour réfuter dans l'espace médiatique des nouvelles susceptibles de nuire à l'image de la politique extérieure française. Ainsi, en août 1919, le délégué du ministère des Affaires étrangères avertit Stephen Pichon, que :

[...] depuis quelques jours le *Temps* a donné sur les Balkans une telle série d'informations n'ayant aucun fondement quelconque que l'*Écho de Bulgarie* a cru devoir, non pas les démentir, ce qui était inutile, mais calmer l'inquiétude de l'opinion en lui représentant que la campagne de presse contre la Bulgarie n'a pas l'influence qu'on lui attribue à Sofia²⁰.

En juin 1920, Robert de Billy, légat de la République française à Athènes, écrit à Alexandre Millerand que les huit mille francs de la traite mensuelle correspondent à :

[...] environ 5400 drachmes dont 4000 sont consacrés à la subvention du *Progrès* d'Athènes. [... P]our l'*Indépendant*, c'est le consul français [Michel] Graillet qui verse lui-même ces fonds à ce journal [...], enfin, il essaye de convaincre son ministre, des avantages à être autorisé à donner une subvention de 500 drachmes

À Sofia, Henri Cambon soutient auprès d'Aristide Briand la cause de M. Beyazov, professeur de français au lycée de Varna, qui dirige depuis de longues années, *La Jeunesse bulgare*, une petite revue française avec certains articles bilingues. Jusqu'ici affirme-t-il :

[...] l'intéressé est parvenu à couvrir ses frais. Aujourd'hui, étant donné l'augmentation constante de toutes les matières, il se trouve devant un déficit et il a fait appel à moi pour l'aider. Cette revue qui a pour but de diffuser la langue française est tirée à près de mille exemplaires et paraît environ huit fois par an. Elle ne joue peut-être pas un très grand rôle dans notre propagande en Bulgarie, mais

19. *AMAE*, Actions de propagande, dossiers géographiques, 229/QO/12, Saint Aulaire à MAE, n° 4, Jassy, le 8 janvier 1918, n° 4.

20. *AMAE*, Bulgarie, 83CPCOM/63, le délégué du ministère des Affaires étrangères en Bulgarie à Pichon, Sofia, le 26 août 1919, n° 106.

l'effort qu'elle représente en notre faveur chez les petits bourgeois et les petits commerçants est très méritoire. En outre, son directeur fondateur, Beyazov, est francophile dans l'âme ; pendant la guerre il a été emprisonné pour avoir eu le courage d'exprimer ses sympathies françaises et aujourd'hui, la plupart de ses supérieurs, élèves des pédagogues allemands, ne manquent pas une occasion de lui faire sentir durement leur francophobie. Il serait désastreux pour Beyazov de voir tomber sa petite revue française [...] faute de quelques francs et, par ricochet, il serait regrettable pour nous de voir disparaître en Bulgarie la seule revue française qui, s'inspirant de nous, ne nous avait jamais rien demandé [...] ²¹.

À la recherche de subventions pour son périodique, l'Alliance médicale franco-hellénique s'adresse en juillet 1919, à Anthony Klobukowski, descendant d'un réfugié polonais, diplomate, gouverneur de l'Indochine de 1908 à 1911, et commissaire général à la propagande et à l'information. Afin de le convaincre du bienfondé de leurs sollicitations, ces rédacteurs lui rappellent que leur journal, la *Revue des sciences médicales et biologiques*, fondée en 1913, est « un véritable relais de propagande française, envoyé gratuitement à 5100 médecins et savants de Grèce et de pays de langue française en Orient ²² ». Par conséquent, concluent-ils, s'il partageait leur sentiment sur la nécessité de « reprendre le plus tôt possible en Grèce et en Orient, la dissémination des idées françaises et la lutte contre l'influence allemande ²³ », il faudrait les appuyer dans leur revendication.

Sur la même longueur d'onde, Henry Cambon télégraphie de Sofia en octobre 1919 que le ministère des Affaires étrangères doit soutenir la revue *France-Bulgarie*. Fondée en mai 1914, elle a été tirée au début à 6000 exemplaires. En revanche, après la guerre le tirage a baissé et n'est plus que de 1250 exemplaires et l'ambassadeur de la République française en Bulgarie souligne :

Cette revue est destinée à disparaître rapidement faute de fonds si on ne lui vient pas en aide. Comme elle contient des renseignements intéressants pour le commerce français, je crois que le département

21. *AMAE*, service des œuvres françaises à l'étranger, 417QO/11, Henri Cambon, ministre en Bulgarie à Briand.

22. *AMAE*, Actions de propagande, dossiers géographiques, 229/QO/11, l'Alliance franco-hellénique à Klobukowski, Paris, le 13 juillet 1919.

23. *Ibid.*

pourrait accorder une subvention à M. Solal afin de lui permettre de continuer sa publication [...]»²⁴.

Néanmoins, toutes les sollicitations de soutien financier adressées aux institutions diplomatiques par des représentants de journaux ou périodiques n'étaient pas forcément exaucées. Au sujet de la subvention par exemple demandée par M. et Mme Antoniadès pour leur revue, intitulée *Foyer social*, le ministre de France en Grèce²⁵ écrivit à Édouard Herriot que « l'intérêt de cette revue était limité ». De surcroît, « les fêtes organisées en vue de réunir de fonds financiers, semblaient avoir généré un bénéfice appréciable, susceptible de couvrir les dépenses de la revue²⁶ », affirme-t-il. Par ailleurs, l'ambassadeur ne paraissait pas convaincu des compétences des instigateurs d'une telle initiative. À la suite du programme éditorial que lui avait exposé Mme Antoniadès qui consistait à faire connaître « la France, ses idées, ses mœurs, ses usages sociaux, donner aux jeunes Hellènes des deux sexes une éducation conforme à nos principes et à nos habitudes, les préparer à la vie de famille et les initier aux formes de la bonne société²⁷ », il n'avait qu'une critique majeure. D'après lui, « sa réalisation demanderait une autorité et une situation personnelle qui dépassent assurément les facultés de ceux qui le présentent²⁸ ».

Par ailleurs, toute publication en français n'était pas automatiquement appréciée des diplomates de la Troisième République. Ainsi, le quartier général de l'État-major de l'armée française d'Orient à Belgrade signale au ministère des Affaires étrangères une :

[...] campagne déplorable menée par un journal publié à Belgrade en français et intitulé *Les livres Balkans*. Cette feuille se fait l'organe des revendications démesurées des Serbes sur tout le littoral de l'Adriatique, y compris Trieste, ce qui est déjà mauvais, mais de plus²⁹ [lit-on dans cette correspondance], elle exprime

24. *AMAE*, 83CPCOM/63, télégramme d'Henry au ministère des Affaires étrangères, Sofia, le 20 octobre 1919.

25. *AMAE*, service des œuvres françaises à l'étranger, 417QO/21, de Margilly ministre en Grèce à Herriot, le 4 août 1924, n° 177.

26. *Ibid*

27. *Ibid*.

28. *Ibid*.

29. *AMAE*, Actions de propagande, dossiers géographiques, 229/QO/9, lettre de Roger Brousselle au commissaire général, Paris, 8 mars 1919.

ses idées « en des termes excessivement blessants pour nos alliés italiens [...] »³⁰.

À propos de la direction du britannique *Balkan Herald* par un certain Deliyanis, l'ambassadeur français à Athènes émet ses préoccupations les plus sérieuses. Madame Schotton qui avait fondé ce quotidien, politique, commercial et financier en avril 1918 ne pouvait officiellement en être le rédacteur en chef puisque la loi grecque ne permettait pas à cette époque à une femme de diriger une entreprise quelconque. Cependant, d'après des informations qu'il aurait recueillies par le service des renseignements, « Deliyanis est le même qui créa récemment un journal éphémère intitulé *France*, rédigé en français et en anglais. Cet individu n'inspirerait aucune confiance [...] »³¹. Enfin, il y avait aussi des projets de publications en langue française dans les Balkans, qui n'avaient jamais vu le jour, ainsi l'intention du groupe Chrissoveloni³² de fonder un journal en français en 1923 qui n'aurait jamais abouti³³.

En guise de conclusion, je pense qu'on pourrait établir une première typologie des relations entretenues entre coulisses diplomatiques et bureaux journalistiques, dans le cadre de publications faites dans la langue des instances diplomatiques en question, mais émergeant dans une société dont elle n'est pas la langue officielle. Concernant le contexte géopolitique et géolinguistique délimité dans cet article, il s'agit de la presse en français, éditée dans les Balkans pendant les années qui précèdent ou suivent la Grande Guerre. En premier lieu, ce phénomène s'inscrit dans une stratégie de diplomatie culturelle, ayant comme objectif majeur la diffusion et promotion de la langue française. En second lieu, cette presse, comme presse allophone dans les pays de l'Europe du Sud-Est, a pour but d'agir comme relais d'une diplomatie économique en faisant connaître des activités commerciales ou artisanales menées soit par des ressortissants de l'Hexagone, soit par des francophiles sur place dans les Balkans. Enfin, cette presse qui n'est pas *de facto* perçue comme méritant des subventions institutionnelles peut également susciter des difficultés diplomatiques. C'est pourquoi elle est étroitement surveillée par les

30. *Ibid.*

31. *AMAE*, 93CPCOM/94, Billy ministre en Grèce à Pichon, Athènes 7 avril 1918, n° 227.

32. Originaire de Chios, la famille Chrissoveloni s'installa en Roumanie au milieu du XIX^e siècle et fut à l'origine de la création d'un des groupes bancaires roumains les plus puissants jusque dans l'entre-deux-guerres.

33. *AMAE*, 194CPCOM/1, Bucarest, le 24 février 1923, le ministre de France en Roumanie au MAE.

ambassades locales afin de relever dans ses articles d'éventuels décalages avec les discours officiels de la République et de réagir en conséquence.

Bibliographie

Monographies

COOMBS Philip, 1964, *Fourth dimension of foreign policy: the educational and cultural affairs*, Harper & Row, New York & Evanston, 158 p.

DULPHY Anne, FRANK Robert, MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), 2010, *Les relations culturelles internationales au xx^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 693 p.

GILLABERT Matthieu, 2013, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle suisse : objectifs, réseaux et réalisations, 1938-1984*, Éd. Alphil – Presses universitaires suisses, Neuchâtel, 632 p.

GIRAUD Ernest, 1909, *La France à Constantinople*, l'Imprimerie française.

NYE Joseph S., 2004, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, Perseus Books, Cambridge, 208 p.

THOBIE Jacques, 1993, *La France et l'Est méditerranéen depuis 1850 : économie, finance, diplomatie*, Isis, Istanbul, 744 p.

TOPIC Martina, RODIN Siniša (eds), 2012, *Cultural diplomacy and cultural imperialism: European perspective(s)*, Peter Lang, Frankfurt am Main, 243 p.

WALLER Michael J., 2009, *Strategic Influence: Public Diplomacy, Counterpropaganda, and Political Warfare*, Institute of World Politics Press, Washington, DC.

Article

HOLSTI Kalevi Jaako, 1970, "National Role conception in the study of Foreign Policy", *International Studies Quarterly*, vol. 14, n° 3, p. 233-309.

Résumé : la question d'Orient dans sa dimension balkanique impliqua de manières diverses et variées les grandes puissances tout au long du XIX^e siècle. Dans leur concurrence afin de promouvoir leurs propres intérêts économiques et politiques, la suprématie culturelle représenta une expression parallèle et un enjeu supplémentaire de ces antagonismes. En ce qui concerne la politique française, les gouvernements de la Troisième République ont favorisé la fondation d'établissements scolaires, dirigés par des institutions laïques ou des congrégations religieuses, ainsi que l'organisation de missions scientifiques et humanitaires. La création de journaux et périodiques en français constitua un aspect complémentaire de cette politique. À travers l'exploration des archives du Quai d'Orsay et de la correspondance consulaire, cet article vise à étudier les acteurs et les initiatives de cette diplomatie culturelle au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Mots-clefs : Balkans, diplomatie culturelle, presse francophone, question d'Orient

Abstract: The Eastern Question in its Balkan dimension, involved in various manners the Great Powers throughout the 19th century. Competing each other in order to promote their own political and economic interests, cultural influence represented a parallel expression and stake of these antagonisms. As far as the French policy was concerned, Third Republic's governments, sustained the establishment of schools run by secular institutions or religious congregations and the organisation of French scientific and humanitarian missions. Through the exploration of Quai d'Orsay's diplomatic archives and consular correspondence, this paper aims at studying which were the initiatives and institutions at the aftermath of the Great War, that made part of this network, serving as an ambassador of cultural diplomacy.

Keywords: Balkans, cultural diplomacy, Eastern Question, French-speaking Press

Περίληψη : Το Ανατολικό Ζήτημα κινητοποίησε με ποικίλους τρόπους τις Μεγάλες Δυνάμεις καθόλη τη διάρκεια του 19^{ου} αιώνα. Σε αντιπαλότητα μεταξύ τους προκειμένου να προωθήσουν τα πολιτικά και οικονομικά τους συμφέροντα, η πολιτιστική ηγεμονία αποτέλεσε παράλληλη έκφραση και βασικό διακύβευμα αυτών των ανταγωνισμών. Σε ό,τι αφορά στη γαλλική πολιτική, οι κυβερνήσεις της Τρίτης Δημοκρατίας, στήριξαν την ίδρυση εκπαιδευτικών ιδρυμάτων τόσο από κοσμικούς όσο και από εκκλησιαστικούς φορείς, καθώς και την οργάνωση επιστημονικών και ανθρωπιστικών αποστολών. Η έκδοση εφημερίδων και περιοδικών στα γαλλικά στη βαλκανική χερσόνησο, αποτέλεσε μια περαιτέρω έκφραση αυτής της πολιτικής. Χάρη στα διπλωματικά αρχεία και την προξενική αλληλογραφία, αυτό το άρθρο επιθυμεί να μελετήσει τους πρωταγωνιστές και τις πρωτοβουλίες μιας τέτοιας πολιτιστικής διπλωματίας την επαύριο του Πρώτου Παγκόσμιου πολέμου.

Λέξεις-κλειδιά: Ανατολικό Ζήτημα, Βαλκάνια, γαλλόφωνος, Τύπος πολιτιστική διπλωματία

Anahtar kelimeler: Balkanlar, kültürel diplomasi, Fransızca konuşan basın, Doğu sorusu

Клучни зборови: Балкан, културна дипломатија, француско говорно подрачје, Источно прашање